

L'industrialisation thaïlandaise confrontée à la mobilité de la main-d'oeuvre

Dorjane KERMEL-TORRES* Philippe SCHAR**

Résumé : Cet article examine à la lumière de résultats d'enquêtes réalisées dans les régions périphériques de Thaïlande en cours d'industrialisation rapide, les contraintes à la pérennité du modèle actuel de la croissance thaïlandaise. La capacité de l'agriculture à retenir la main-d'oeuvre est un des freins à son intégration dans le processus d'industrialisation. Deux facteurs principaux expliquent le maintien de près de 60% de la population active dans l'agriculture : les mobilités sectorielles et spatiales (dont la pluri-activité) et les ajustements des systèmes agraires (par intensification et diversification des productions). À l'insuffisante disponibilité d'une main-d'oeuvre qualifiée, s'ajoutent aujourd'hui pour le secteur industriel des difficultés à satisfaire ses besoins en force de travail peu qualifiée, malgré l'appui des politiques publiques visant à favoriser l'accès à des réservoirs supposés importants de main-d'oeuvre rurale. La réponse entrepreneuriale au manque de main-d'oeuvre industrielle et à sa forte instabilité évite les augmentations des salaires de base mais n'aborde pas les facteurs qui permettraient une augmentation de la productivité du travail comme de celle de la valeur ajoutée industrielle à l'heure où la Thaïlande est confrontée à l'érosion de sa compétitivité sur les marchés mondiaux.

Mots clés : dynamiques agraires, Main-d'oeuvre, mobilités sectorielles, migrations, industrialisation, Gestion de la main-d'oeuvre industrielle, Politiques publiques.

L'économie thaïlandaise a connu au cours de la dernière décennie des performances remarquables avec une croissance annuelle moyenne approchant les 10%. Ce succès est largement dû à une politique industrielle orientée vers le marché mondial, à l'attraction des capitaux étrangers et à l'utilisation d'une main-d'oeuvre bon marché et peu syndiquée. La structure spatiale de l'industrialisation montre un degré de concentration extrêmement fort dans la région centrale autour de Bangkok. Le développement durant ces dernières années a accru les disparités sociales et

spatiales entre celle-ci et les régions périphériques du pays que sont le Nord, le Nord-Est et le Sud. Il a conduit l'État à mettre en place une politique de déconcentration industrielle basée sur des investissements dans les infrastructures, des concessions fiscales et douanières et sur la fixation d'un niveau minimal de salaire qui va décroissant en s'éloignant de la région centrale. Au-delà des objectifs affichés de rééquilibrage social et spatial, ces outils offrent aux industriels une possibilité de lutter contre l'érosion progressive de leur compétitivité sur les marchés internationaux, en leur permettant d'accéder plus facilement à des réservoirs jugés inépuisables de main-d'oeuvre rurale sur lesquels peut s'appuyer la poursuite de la croissance nationale. Ceci nous conduit à nous interroger sur la façon dont ces populations intègrent ou non l'emploi industriel dans leur stratégies de diversification économique, la réponse que ces stratégies suscitent chez les entrepreneurs installés dans les régions périphériques et, de

fait, la pérennité du modèle actuel de la croissance thaïlandaise. Les dynamiques à l'oeuvre dans le milieu rural méritent quant à elles d'être caractérisées, dans la mesure où ce sont ses forces de travail que les industries cherchent à attirer.

Les stratégies

paysannes

Lors du lancement du premier plan de développement économique en 1961, la Thaïlande présentait toutes les caractéristiques d'une économie agricole avec plus de 80% de la population active dans l'agriculture qui contribue à près de 40% du PNB. Le dynamisme du secteur agricole lors des décennies suivantes a permis de financer l'industrialisation nationale grâce au volume des exportations et aux taxes prélevées par l'État. Depuis le milieu des années 80, la croissance très rapide d'une industrie tournée vers l'exporta-

* Chargée de recherche à l'ORS-TOM

** Chargé de recherche au CNRS. Tous deux membres de l'MUR CNRS-ORSTOM "REGARDS" - Recherches en Économie, Géographie, Anthropologie sur les Reconstitutions et le Développement des Suds. Ils développent actuellement en Thaïlande un programme de recherche sur les dynamiques sociales et spatiales liées à l'industrialisation.



tion et fortement intensive en main-d'oeuvre ne s'est pas accompagnée d'un important exode rural, malgré la fermeture progressive de la frontière agricole. L'agriculture emploie encore près des 2/3 de la population active alors que sa part dans le PNB a chuté à moins de 12%. Ce paradoxe traduit la forme originale empruntée en Thaïlande par la transition de l'agriculture à l'industrie. Deux éléments expliquent la capacité de l'agriculture à retenir la main-d'oeuvre. D'une part, les stratégies de diversification économique guidées par un attachement à la terre qui reste fort et par des perceptions ambivalentes de l'emploi non-agricole, d'autre part, les demandes en produits agricoles du secteur agro-industriel et des marchés nationaux ou internationaux.

Mobilités sectorielles et spatiales

Les phénomènes d'attraction de la main-d'oeuvre d'origine rurale exercés par la création importante et rapide d'emplois non-agricoles empruntent des voies originales. Elles se caractérisent notamment par une forte mobilité des actifs ruraux entre les différents secteurs d'activités, entre diverses activités au sein du même secteur, et entre les espaces.

Dans les zones rurales des régions périphériques, l'emploi agricole reste prépondérant, mais le processus de croissance régionale et extra-régionale accélère le passage aux activités salariées non-agricoles. La diversification des activités, sous l'effet d'une flexibilité de l'emploi et de l'appel en main-d'oeuvre des secteurs secondaire et tertiaire, ne se traduit pas pour autant par un abandon systématique ou définitif de l'agriculture: la pluriactivité permet d'embrasser de nouvelles activités ou d'en changer sans abandonner une activité anté-

rieure, les trajectoires individuelles sont réversibles. La pluriactivité des actifs agricoles est simultanée ou décalée dans le temps et met en jeu différents statuts qui s'interpénètrent en fonction de la localisation, de la période ou du type des occupations (exploitants, ouvriers agricoles, employés non-agricoles ou travailleurs à leur propre compte, sous-traitants du secteur manufacturier). Les stratégies de pluriactivité, avec ou sans migration saisonnière, privilégient l'alliance des activités agricoles avec celles de commerces, de services ou dans la construction, moins avec le secteur industriel. Dans ce dernier cas, la relation que l'actif conserve avec l'exploitation agricole dépend de son statut familial et de son âge. Lorsqu'elle se maintient, elle se traduit par une priorité saisonnière que l'ouvrier accorde aux travaux agricoles et qui gêne les entreprises dont la production n'est pas soumise à des fluctuations concomitantes.

Par ailleurs, si les départs de l'agriculture vers des activités non-agricoles se font quel que soit le type de systèmes agraires, les retours n'en sont pas moins indéniables. Deux cas majeurs apparaissent: la concordance de la cessation de l'emploi industriel avec le cycle familial et le retour de migration. La population féminine offre un exemple flagrant de trajectoires réversibles. Largement mobilisée par les usines régionales, elle cesse ou interrompt pendant quelques années son emploi pour reprendre une activité agricole à l'occasion d'un événement familial (naissance d'enfants, soin aux parents, reprise de l'exploitation familiale). Egalement concernée par les courants migratoires à l'intérieur et en dehors de la Thaïlande, elle est, pour les mêmes raisons, sujette à des mobilités spatiales de retour à la terre. La population active de moins de 26 ans ne manifeste pas de désaffection massive de l'agriculture ni de fuite de la vie au village. Elle adopte elle aussi des stratégies de mobilités sectorielles et spatiales qui ne per-

mettent pas d'anticiper le caractère définitif de la cessation de son activité agricole. Celle-ci peut être envisagée par certains d'entre eux comme une activité temporaire, entre deux emplois salariés ou dans l'attente d'un départ en migration, au cours de laquelle ils contribuent par leur force de travail au fonctionnement de l'exploitation familiale. D'autres, en raison de la création de leur propre cellule familiale et de leur engagement sur l'exploitation, considèrent à l'inverse l'interruption de leur activité agricole comme temporaire.

L'accroissement de la mobilité sectorielle s'accompagne d'une forte mobilité spatiale et du développement rapide de l'emploi non-agricole extérieur au village. Au-delà d'un temps de transport journalier acceptable vers les zones urbaines ou industrielles régionales, le mouvement pendulaire se transforme en une migration de l'actif. D'une façon générale, les processus de croissance et d'industrialisation régionales n'ont pas stoppé les courants migratoires à destination de l'agglomération bangkokienne, des régions du Centre ou de l'Est, et plus loin vers Taiwan, Brunei ou Singapour. De vigoureuses migrations subsistent dans des villages établis dans l'aire d'influence d'implantations industrielles et elles drainent une main-d'oeuvre peu ou pas qualifiée. Les destinations en Thaïlande privilégient les occupations dans les services, puis la construction et l'industrie, alors que les destinations asiatiques incorporent les migrants en priorité dans l'industrie et la construction, pour les hommes, les services pour les femmes. Les motivations d'ordre économique paraissent insuffisantes pour justifier la survivance de tels courants à proximité de pôles locaux d'attraction, demandeurs importants de forces de travail. Si la supériorité des gains nets obtenus d'une migration dans un cadre légal vers les pays voisins est indéniable, celle à destination de Bangkok ou de la région centra-

le est sujette à caution, en raison de l'érosion progressive par les coûts de la vie d'un salaire minimum supérieur. Les aspirations sociales des migrants, en termes notamment de la valorisation d'une expérience à l'extérieur de la communauté rurale d'origine, de l'attraction exercée par un mode de vie urbain et par une certaine séparation de la cellule familiale, constituent autant d'éléments complémentaires. Appartenant à une tranche d'âge plus jeune, des actifs parmi les plus éduqués partent s'employer à Bangkok et sa périphérie, privant les régions d'une main-d'oeuvre dont la qualification est supérieure à la moyenne. Les trajectoires de départ ne sont toutefois pas toutes définitives. Des mouvements circulaires ramènent au village des migrants qui reprennent leurs activités agricoles en association ou pas avec de nouvelles activités non-agricoles.

Ajustement des systèmes agraires

Jusqu'au début des années 80, le développement agricole thaïlandais s'est essentiellement appuyé sur l'accroissement des superficies cultivées au détriment des zones forestières. Malgré la raréfaction progressive de nouvelles terres à mettre en culture, les processus d'industrialisation rapide observables dans les régions périphériques se sont accompagnés d'une poursuite de la diversification de l'agriculture régionale et de l'intensification de certaines productions apparaissant compétitives ou répondant aux demandes du secteur agro-industriel. Les capacités d'adaptation du paysannat et la flexibilité des systèmes agraires ont permis une réponse rapide aux incitations des marchés mondiaux. Elle s'est traduite par l'insertion de nouveaux produits à forte valeur ajoutée (crevettes congelées provenant des fermes aquacoles, volailles congelées, fruits et légumes en conserve, fleurs coupées, semences...) au

côté des exportations traditionnelles (riz, caoutchouc, manioc, sucre...). Ces évolutions récentes mettent en évidence la rapidité des agriculteurs à saisir les opportunités du marché et le rôle important joué par le secteur privé qui assure souvent la promotion des nouvelles productions en fournissant assistances technique et financière. L'intégration agro-industrielle des exploitations est renforcée par le développement de formes diverses d'agriculture contractuelle.

Dans le contexte d'une agriculture dominée par des petites exploitations sur lesquelles les possibilités de mécanisation restent limitées et les techniques peu productives, ces évolutions vont généralement de paire avec une augmentation des besoins en main-d'oeuvre. La compétition entre les différents secteurs économiques pour le recrutement d'ouvriers dans une situation proche du plein emploi entraîne partout une augmentation des coûts. Les exploitants agricoles ont été contraints d'adapter les formes de gestion de la main-d'oeuvre familiale et salariée en fonction des systèmes agraires et des productions. Le développement et l'intensification de certaines cultures consommatrices en travail, comme l'hévéa (la Thaïlande est le premier exportateur mondial) sont rendus possibles par l'emploi d'une main-d'oeuvre attirée par des rémunérations supérieures ou équivalentes aux salaires industriels grâce aux cours actuels soutenus du caoutchouc naturel sur le marché mondial. La spécialisation des exploitations vers certaines formes d'élevage (l'élevage bovin d'embouche, l'aquaculture, l'élevage hors sol de volailles) conduit à une spécialisation de la main-d'oeuvre familiale attirée par la rentabilité et par la régularité des revenus. Les formes de diversification agricole vers des productions à haute valeur ajoutée présentant un caractère saisonnier s'inscrivent quant à elles dans le cadre

de la pluriactivité des familles rurales.

Il existe une large gradation des systèmes en fonction des possibilités de diversification agricole. L'importance des mobilités sectorielles et spatiales est corrélée aux opportunités très variables d'intégrer sur les exploitations des nouvelles cultures à forte rentabilité, réelle ou escomptée. Dans les systèmes où l'agriculture apparaît en stagnation ou en retrait (cas des systèmes rizicoles pluviaux), les stratégies des ruraux consistent généralement à favoriser l'emploi salarié non-agricole en libérant, autant que faire se peut, la main-d'oeuvre des exploitations familiales (abandon des cultures marginales, productions servant à couvrir les seuls besoins familiaux, retour à des techniques culturelles traditionnelles, adoption de nouvelles cultures moins exigeantes en travail). L'emploi non-agricole, par le biais de la pluriactivité et des migrations, est devenu la principale source de revenu sans que l'on note pour autant un abandon total de l'activité agricole ou une concentration foncière (la taille moyenne des exploitations est restée remarquablement stable au cours des 20 dernières années). L'attachement à la terre reste toutefois fort et le salariat non-agricole est très souvent considéré comme une activité temporaire ou complémentaire permettant de financer des besoins spécifiques (éducation des enfants, diversification agricole, investissement productif non-agricole, amélioration de l'habitat), plus rarement comme un passage définitif au mode de vie industriel ou urbain. De fait, l'agriculture et les activités non-agricoles apparaissent complémentaires et difficilement dissociables pour ces familles rurales: le salariat non-agricole permet le maintien des exploitations, finance souvent l'activité agricole et offre au salarié une sécurité (maladie, retraite) que son emploi non-agricole ne lui permet pas toujours d'obtenir.

Les entreprises industrielles et la contrainte en main-d'oeuvre

Les tensions actuelles sur le marché de l'emploi résultent de la propension de l'agriculture à retenir sa main-d'oeuvre, de la forte et rapide expansion de la demande dans tous les secteurs non-agricoles comme de la poursuite des migrations vers la capitale ou l'étranger. La perception des régions périphériques comme des espaces regorgeant d'une main-d'oeuvre abondante et bon marché, docile et facile à recruter, est en passe de disparaître, au moins parmi les industriels concernés.

Les manifestations des tensions

À l'insuffisante disponibilité d'une main-d'oeuvre d'une qualification élevée ou intermédiaire s'ajoutent aujourd'hui pour le secteur industriel des difficultés à satisfaire ses besoins en force de travail peu ou pas qualifiée. Le manque de ces ouvriers comme leur volatilité constituent pour les chefs d'entreprise des données relativement récentes de gestion. La forte mobilité de la main-d'oeuvre entre les secteurs économiques et entre les usines constitue maintenant plus un frein qu'un atout pour le secteur industriel, confronté à la forte demande des autres secteurs non-agricoles comme à une rivalité interne pour son recrutement et sa fidélisation. La première se traduit par une désaffection sensible dans les pôles urbains régionaux d'ouvriers attirés par des offres de travail, si ce n'est mieux rémunéré, du moins d'un prestige social estimé supérieur et d'une pénibilité jugée moindre dans certaines branches des services ou du commerce (hôtels, centres commerciaux). Ce dernier facteur constitue également

un critère d'appréciation dans le choix des usines dans lesquelles s'embaucher.

Les manifestations les plus flagrantes pour les usines des effets de la situation proche du plein-emploi concernent le recrutement de la main-d'oeuvre, sa rotation et son absentéisme. Leur occurrence et l'intensité de leur répercussion sur le processus de production varient entre les entreprises selon leur secteur d'activité et leur capacité à les anticiper ou à y répondre. D'une façon générale, l'environnement matériel (nuisances facilement identifiables - saleté, chaleur, odeur) comme humain (poids de la hiérarchie, et en particulier des surveillants, convivialité des relations, embauche en groupe de relations) est pour les ouvriers industriels un élément de décision complémentaire au niveau des rémunérations et des avantages sociaux octroyés. Les difficultés de recrutement s'avèrent particulièrement aiguës dans les zones de forte concentration d'usines, tels que les parcs industriels, et elles gênent l'expansion, voire le fonctionnement à pleine capacité, de certaines entreprises. Lorsqu'elle est techniquement possible, l'augmentation des opérations mécaniques se heurte quant à elle à l'insuffisance d'un personnel qualifié. Ces contraintes conduisent les industriels à se montrer moins exigeants sur certaines des conditions d'embauche qu'ils s'étaient fixés, telles que le niveau d'éducation requis, leur préférence pour le recrutement des femmes, estimées plus sérieuses et plus facilement contrôlables, la sélection des candidats. On constate par ailleurs une multiplication des canaux d'information sur les postes à pourvoir et des voies de recrutement, voire de contrôle social tenté sur une main-d'oeuvre villageoise. Faute d'avoir le choix, des chefs d'entreprise ne peuvent concrétiser leur changement d'opinion sur la méthode de recrutement auparavant préférée: le recrutement collectif d'un groupe de personnes d'une même origine géographique ou professionnelle,

s'il présente sur le recrutement individuel l'avantage du nombre d'ouvriers s'avère, pour les mêmes raisons, fortement préjudiciable en cas de départ.

Un taux annuel de rotation de la main-d'oeuvre de 20-30% est courant depuis ces dernières années. L'attrait du changement, qu'il s'agisse de l'activité, du lieu géographique de vie ou de l'environnement professionnel, la recherche de conditions de travail plus agréables et plus avantageuses (salaire réels, avantages sociaux) conduisent une main-d'oeuvre peu ou pas qualifiée à une forte mobilité, notamment entre les implantations industrielles. Une corrélation apparaît entre certaines caractéristiques de la main-d'oeuvre et sa propension à changer d'employeurs: celle-ci serait, d'après les chefs d'entreprise, la plus forte chez les jeunes célibataires, surtout masculins, et la plus faible chez les femmes chargées de famille. L'environnement social, en particulier les relations directes que des salariés plus âgés sont en mesure d'entretenir avec leurs chefs d'entreprise et une certaine compréhension de leurs contraintes (horaires, problèmes familiaux, travaux agricoles) est par ailleurs de nature à expliquer que le taux de rotation de la main-d'oeuvre n'est pas systématiquement plus élevé dans les usines où les conditions physiques de travail sont parmi les plus difficiles. Les problèmes de rotation de la main-d'oeuvre constituent une contrainte forte à la formation technique d'ouvriers dont le niveau général d'éducation est extrêmement bas; ils limitent les possibilités de mécanisation des productions et le passage à une industrialisation plus intensive en capital.

Parmi les différentes formes d'absentéisme, l'absence de certains ouvriers lors des pics des travaux rizières est celle qui atteint les plus forts taux. Sa répercussion sur le fonctionnement de l'usine varie en fonction de la proportion des ouvriers-paysans dans la main-d'oeuvre totale, de la possibilité d'incorporer des contractuels dans le processus de production, comme de

la capacité des absents ou de celle de l'usine à trouver des remplaçants. Cette alternative apparaît de plus en plus limitée par les difficultés de recrutement.

Les réponses des entrepreneurs industriels

Face à la forte mobilité de la main-d'oeuvre d'origine rurale, l'éventail des possibilités d'action des entrepreneurs, et en particulier le niveau de salaires, se voit limité par la contrainte des coûts de production et l'impératif de compétitivité. La fidélisation des ouvriers par une augmentation du salaire de base est donc restreinte à certaines entreprises écoulant la majeure partie de leurs productions sur le marché intérieur, ou à certains secteurs jouissant à l'exportation d'avantages comparatifs forts, en dehors de celui de la main-d'oeuvre. Au-delà des contraintes réelles de compétitivité, les industriels, qui ont bénéficié d'une très forte croissance lors de la dernière décennie, sont aujourd'hui quelque peu réticents à l'idée de revoir à la baisse le taux de leur profit enregistré jusque là.

La principale réponse des entrepreneurs réside dans la multiplication des formes de rémunération et de statuts. Au salaire de base, qui ne dépasse guère le minimum fixé par l'État pour les ouvriers peu ou pas qualifiés, s'ajoute un certain nombre d'avantages sociaux ou monétaires. Leur calcul, selon des grilles et des barèmes extrêmement complexes, varie d'usine à usine, y compris entre les différentes unités d'un même groupe installées dans la même région. Les stratégies de gestion de la main-d'oeuvre industrielle se déclinent selon un panorama nuancé allant d'une forme de paternalisme, où la plupart des avantages sont attribués en fonction de la relation personnelle entre l'ouvrier et la direction de l'entreprise, à un mode de gestion beaucoup plus proche de celui des entreprises capitalistes occidentales.

Les chefs d'entreprise reconnaissent avoir dû récemment introduire un certain nombre de mesures, notamment dans les zones de forte concentration industrielle, afin de répondre à leurs difficultés de recrutement et à la volatilité de leur main-d'oeuvre. Trois types de stratégies sont discernables sans qu'elles soient exclusives les unes des autres au niveau des usines. Les entrepreneurs peuvent jouer sur le maintien de sureffectifs permettant de faire face à un fort absentéisme, ou prévoir un partage de la production au sein d'un réseau d'entreprises. L'autre type de réponses est basé sur l'octroi d'avantages sociaux et de primes incitatives qui dépendent elles aussi des secteurs d'activité et de la marge de manoeuvre de la direction des usines. Aux avantages sociaux définis par la loi sur le travail, s'ajoutent variablement entre les usines une prise en charge totale ou partielle du coût de transport des ouvriers, des facilités d'hébergement sur le site, des cantines subventionnées, un suivi médical ou encore une aide à la scolarisation des enfants. Les incitations monétaires peuvent, quant à elles, représenter 3 0% du salaire de base. Des primes spéciales prenant en compte des critères tels que la fidélité de l'employé vis-à-vis de l'usine (bonus annuel), la ponctualité et la régularité de la présence (prime tous les 20 ou 30 jours), la sobriété, l'attitude par rapport au travail, à la hiérarchie ont été introduites à côté des primes classiques de productivité ou de qualité du travail.

La palette des statuts traduit une gradation de l'intégration des ouvriers dans les usines qui conditionne le mode de calcul et le niveau de leur rémunération comme leur accès à des avantages sociaux et aux primes. Tout en haut de l'échelle, le statut de permanent procure les plus hauts salaires (généralement mensuels) et avantages; tout en bas, les contractuels saisonniers ne bénéficient ni des avantages ni des primes mais peuvent percevoir un salaire de base supérieur. Entre ces deux extrêmes, l'accès aux primes et

aux avantages est souvent lié aux modes de rémunération et varie entre les usines. Pour la majorité des ouvriers, le salaire est calculé sur une base journalière, équivalente ou légèrement supérieure au SMIC, sur le rendement pour les autres. La tendance est à la généralisation de ce dernier mode de rémunération pour les postes où il est applicable. Le recours aux heures supplémentaires est de plus en plus pratiqué comme incitation à la stabilité au sein de l'entreprise car elles permettent aux ouvriers d'augmenter leur salaire. La complexité des modes de rémunération est telle que l'ouvrier ne sait jamais le salaire réel qu'il peut espérer en rejoignant une usine. Contrairement à l'effet recherché, il semble que cela contribue à entretenir la rotation de la main-d'oeuvre, les ouvriers ayant tendance à essayer plusieurs emplois dans plusieurs usines avant de faire leur choix.

Les formes d'adaptation à une désaffectation saisonnière des ouvriers sont variables en fonction des secteurs et des entreprises. Certaines d'entre elles tentent de l'anticiper en octroyant des prêts sans intérêt à leurs ouvriers-paysans pour qu'ils recrutent des ouvriers agricoles. Par ailleurs, la difficulté de recruter des contractuels, afin de lutter contre le ralentissement de leur activité, et à défaut de s'autoriser une fermeture pendant une quinzaine de jours, amène certaines entreprises à fermer les yeux sur l'absence de certains de leurs ouvriers, autorisant un allongement de la durée des congés annuels (13 jours selon la loi). Un autre type de stratégies porte sur la production: constitution de stocks, report de commandes, partage de la production.

L'ampleur de la mobilité des ouvriers dans les pôles régionaux de croissance pousse les industriels à tenter de mobiliser de nouveaux réservoirs de main-d'oeuvre. On note ainsi, dans quelques secteurs qui s'y prêtent, un développement des formes de sous-traitance basées sur le travail à domicile.

Certaines extensions de l'activité de groupes industriels se font également par la création de nouvelles unités dans des zones rurales, peu touchées encore par l'industrialisation, et où la main-d'oeuvre est supposée avoir moins de choix. La rivalité moindre entre les usines ou avec les autres secteurs non-agricoles pour le recrutement des ouvriers permet d'y abaisser les coûts en jouant sur les primes et les avantages sociaux. Cette tendance reste toutefois limitée par l'accès aux infrastructures et par la disponibilité en personnel qualifié. Il faut aussi noter, dans cette amorce de redéploiement spatial, la délocalisation de quelques activités vers des pays voisins (Chine du sud, Birmanie) et la volonté affichée de la renforcer à la faveur de l'ouverture de marchés asiatiques. Parallèlement, il existe un lobbying certain de la part des milieux industriels thaïlandais pour convaincre le gouvernement d'assouplir les lois sur l'emploi de travailleurs étrangers, ou encore de créer des zones spéciales d'investissement dans lesquelles les étrangers pourraient être recrutés à des rémunérations inférieures au minimum légal.

Conclusion

Le développement économique de la Thaïlande durant ces dernières années a reposé sur une production industrielle intensive en main-d'oeuvre et tournée vers l'exportation. L'industrialisation constatée dans les régions périphériques depuis le milieu des années 80 s'est produite à la faveur du recrutement facile d'une main-d'oeuvre rurale, docile, abondante, peu onéreuse, peu qualifiée, et elle correspond en grande partie à la nécessité de maintenir la présence des productions thaïlandaises sur les marchés mondiaux. Les évolutions spécifiques du secteur agricole en terme de diversification, la capacité de l'agriculture à retenir sa main-d'oeuvre et la mobilité des ruraux entre les secteurs d'activité et entre les usines apparaissent aujourd'hui comme autant de freins à la poursuite du modèle actuel de croissance.

La Thaïlande doit maintenant faire face à une accélération rapide de l'augmentation des coûts de la production industrielle dans un contexte de

compétitivité accrue liée à l'émergence de nouveaux pays dans la région asiatique, alors que les aspirations de la main-d'oeuvre à partager les fruits de la croissance sont renforcées par la transition démocratique que connaît le pays. La volonté affichée de rejoindre très prochainement le club des quatre "dragons" ne laisse guère d'autre choix que celui de gravir les échelons de la valeur ajoutée industrielle. En cela, la Thaïlande apparaît faiblement armée. Contrairement à la Corée du Sud, Taiwan ou Singapour, l'État thaïlandais n'a jamais fait d'effort particulier pour revoir son système d'éducation. Les taux de scolarité dans le secondaire y sont parmi les plus faibles d'Asie et le mode de formation semble inadapté pour permettre aux entreprises industrielles d'augmenter le contenu technologique de leurs productions. Cette carence ne fait que traduire la vision du développement qui a prévalu en Thaïlande jusqu'à présent et les dichotomies des politiques entre une gestation à court terme de la croissance et les investissements à long terme nécessaires aux changements sociétaux.

Orientation bibliographique

- AKRASANEE, NARONGCHAI, 1991 - *Thailand's Export Led Retrospect and Prospects*, Bangkok, Thailand Development Research Institute, Policy Study 3.
- AMSDEN (A. H.) ed., 1994 - *The East Asian Miracle: Economic Growth and Public Action*, *World Development*, 22(4): 615-670.
- HEWISON (K.) and BROWN (A.), 1994 - *Labour and Union in an Industrialising Thailand*, *Journal of Contemporary Asia*, 24(4): 483-513.
- KERMEL-TORRES (D.) and SCHAR (Ph.), 1994 - "Entrepreneurship and Dynamics of Rural Systems: A Comparative Study on Southern India and North-Eastern Thailand", in: Pongsapich (A.) et al., eds. *Entrepreneurship and Socio-Economic Transformation in Thailand and in Southeast Asia*, Bangkok, Chulalongkorn University Social Research Institute- ORSTOM: 77-91.
- KRONGKAEW (M.), 1995 - "Contributions of Agriculture to Industrialization", in: Krongkaew (M.) ed. *Thailand's Industrialization and its Consequences*, Macmillan: 33-65.
- LIM (D.), 1994 - Explaining the Growth Performances of Asian Developing Economies, *Economic Development and Cultural Change*, 42(4): 829-844.
- SIAMWALLA (A.), 1992 - "Myths, Demons and the Future of Thai Agriculture", in: *Thailand's Economic Structure Towards Balanced Development*, The 1992 Year-End Conference, Thailand Development Research Institute: 1-38.
- SIMON (J. C.), 1996 - "The Thai Manufacturing Sector: New Patterns of Expansion", in: *Uneven Development in Thailand*, Parnwell (J.G.) ed., Aldershot: 82-108.